La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mai 2006 : Excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars a été enregistré en mai 2006, soit 0,2 milliard de plus que l'excédent du même mois l'an dernier. Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,9 milliard, principalement en raison de la forte croissance des rentrées d'impôt sur le revenu. Les charges de programmes ont progressé de 0,7 milliard, surtout à cause de la hausse des subventions et d'autres paiements de transfert. Les frais de la dette publique ont légèrement diminué par rapport au même mois l'an dernier.

D'avril à mai 2006 : Excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars

L'excédent budgétaire au cours des deux premiers mois de l'exercice 2006-2007 est évalué à 3,3 milliards de dollars, en hausse de 1,4 milliard par rapport à l'excédent de 1,9 milliard enregistré au cours de la même période il y a un an. Les revenus budgétaires ont augmenté de 2,0 milliards d'une année sur l'autre au cours des deux premiers mois de l'exercice, en raison de la forte croissance des rentrées d'impôt, mais cette hausse a été légèrement neutralisée par une baisse des taxes et des droits d'accise, et des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 0,7 milliard en raison de la hausse des transferts et de la progression des charges liées à la Défense. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard.

Note aux lecteurs

Ces résultats ne sont pas révélateurs des résultats prévus pour le reste de l'exercice. Pour la plupart des années, les résultats financiers peuvent fluctuer considérablement d'un mois à l'autre et des soldes budgétaires ne sont pas constamment enregistrés jusqu'à la fin de l'exercice. Fait encore plus important cette année : plus des deux tiers des réductions d'impôt et de la hausse des dépenses de 14,3 milliards de dollars annoncées dans le budget de 2006 pour 2006-2007, y compris la réduction de la taxe sur les produits et services (TPS) et l'instauration de la Prestation universelle pour la garde d'enfants, qui n'est entrée en vigueur que le 1er juillet, ne sont pas pris en compte dans les résultats mensuels depuis le début de l'exercice. À mesure que d'autres mesures budgétaires seront mises en œuvre au cours des prochains mois, les résultats financiers globaux devraient reculer, conformément aux projections présentées dans le budget de 2006.

Mai 2006

Un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars a été enregistré en mai 2006, soit une hausse de 0,2 milliard par rapport à mai 2005.

Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 18,3 milliards de dollars, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 5,2 %.

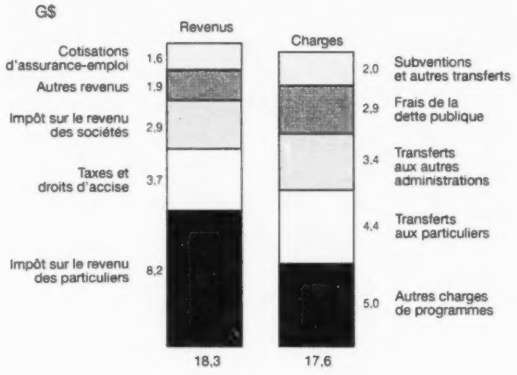
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 12,0 %, sous l'effet d'une forte croissance de l'emploi, des traitements et des salaires.
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 20,5 % en mai, après une baisse de 3,0 % en avril.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu – retenues d'impôt des non-résidents – ont diminué de 4 millions de dollars, ou 1,2 %.
- Les taxes et droits d'accise ont régressé de 0,5 milliard de dollars, ou 12,7 %. Cette baisse est en grande partie imputable à un recul de 0,4 milliard de dollars, ou 12,9 %, des revenus de TPS, en raison de la faiblesse des rentrées de TPS à la douane, à la suite d'une hausse de 5,0 % des revenus de TPS en avril. Ces revenus peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre. Les droits de douane à l'importation et les taxes de vente et d'accise ont tous diminué de 0,1 milliard de dollars. Les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont augmenté de 2,0 millions de dollars.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 7,4 %, puisque le taux de cotisation a été ramené de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus de sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus sur opérations de change et revenus divers, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars par rapport à l'an dernier. Ces revenus peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont atteint 14,8 milliards de dollars en mai 2006, soit 0,7 milliard, ou 5,0 %, de plus qu'en mai 2005, en raison de la hausse des paiements de transfert et des autres charges de programmes.

Les paiements de transfert ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 5,8 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations fiscales pour enfants, ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 3,9 %, d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont progressé de 4,6 % en raison de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'Indice des prix à la consommation, ainsi que de l'augmentation du nombre de personnes admissibles. La valeur totale des prestations d'assurance-emploi a diminué de 23,0 % en raison d'une baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants ont augmenté de 3,4 %.

Revenus et charges
(mai 2006)



- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 5,0 %, en raison d'une hausse des transferts fédéraux au titre de la santé et d'autres transferts sociaux en vertu de l'accord de 2004 sur les soins de santé.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 37,1 %. Cette composante peut varier sensiblement d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale, sans oublier les résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 3,5 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 36 millions de dollars.

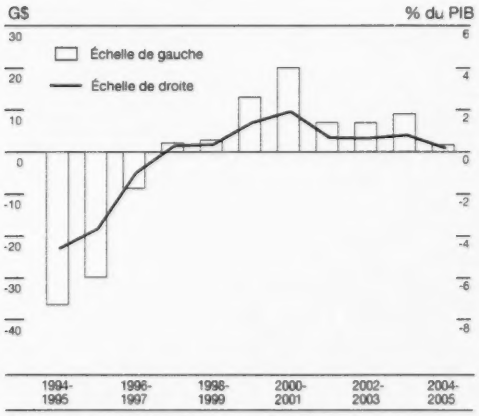
D'avril à mai 2006

L'excédent budgétaire au cours des deux premiers mois de l'exercice 2006-2007 est évalué à 3,3 milliards de dollars, soit 1,4 milliard de plus que l'excédent de 1,9 milliard déclaré à la même période en 2005-2006.

Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 37,2 milliards de dollars, ont augmenté de 2,0 milliards, ou 5,6 %.

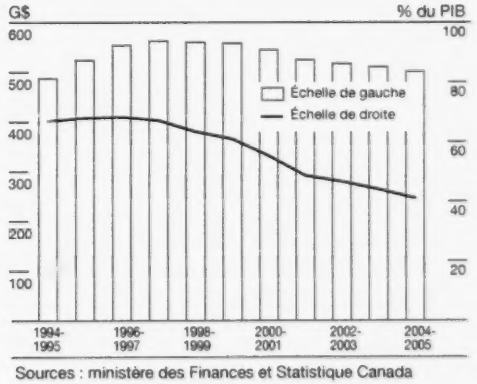
- Les revenus provenant de l'impôt des particuliers ont augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 13,2 %, sous l'effet de la forte progression de l'emploi, des traitements et des salaires.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 8,9 %, sous l'effet de l'augmentation de la base des acomptes provisionnels, en raison de la croissance des bénéfices en 2005. En outre, bien que l'élimination accélérée de l'impôt fédéral sur le capital annoncée dans le budget de 2006 soit rétroactive à janvier 2006, elle ne paraît pas encore dans les rentrées d'impôt des sociétés. Cette mesure devrait être prise en compte dans les acomptes provisionnels au cours des prochains mois.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont progressé de 0,1 milliard de dollars, ou 16,0 %.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 4,2 %, essentiellement en raison de la baisse des revenus de TPS, qui ont régressé de 0,3 milliard de dollars, ou 4,6 %, malgré une hausse de 7,6 % des ventes au détail par rapport à la période correspondante. Cette baisse provient en grande partie d'une croissance inhabituellement forte de la TPS par rapport à la même date l'an dernier, et qui a correspondu à l'augmentation des ventes au détail au fil de l'année. La hausse des rentrées de TPS devrait s'aligner sur l'augmentation des ventes au détail au fil de l'année. Une faible croissance des rentrées de TPS depuis le début de l'année reflète la faible progression des rentrées de TPS sur les importations entre avril et mai. Les droits de douane à l'importation ont légèrement augmenté, de 0,8 %, ou 4 millions de dollars, alors que les taxes de vente et d'accise ont baissé de 0,1 million, tandis que les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont augmenté de 4 millions de dollars.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 7,0 %, compte tenu de la réduction des taux de cotisation à compter de janvier 2006.
- Les autres revenus ont diminué de 47 millions de dollars, ou 1,7 %.

Les charges de programmes pour la période d'avril à mai 2006 s'élèvent à 28,4 milliards de dollars, soit une hausse de 0,7 milliard, ou 2,4 %, par rapport à la même période de 2005-2006. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des subventions et transferts. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars.

Les paiements de transfert, qui équivalent à plus des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 2,9 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 0,6 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,5 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 8,8 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'année est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, en raison de l'amélioration du marché du travail par rapport à la même période en 2005-2006.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 3,9 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 6,9 %, ce qui découle de mesures contenues dans les derniers budgets.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 1,3 %. Cette augmentation est attribuable à la hausse des charges des sociétés d'État et de la Défense nationale, en partie neutralisée par une baisse des charges de tous les autres ministères et organismes.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,8 % par rapport à la même période l'an dernier, par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 2,8 milliards de dollars d'avril à mai 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 0,5 milliard de dollars d'avril à mai, soit 3,2 milliards de plus qu'au cours de la même période de 2005-2006.

Considérant un excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars et des besoins financiers nets de 0,5 milliard au titre des opérations non budgétaires, les ressources financières au cours des deux premiers mois de 2006-2007 se sont établies à 2,8 milliards, comparativement à des besoins financiers de 1,9 milliard lors de la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 10,0 milliards de dollars

Le gouvernement a eu recours à ces ressources financières de 2,8 milliards de dollars ainsi qu'à une réduction de 7,2 milliards de ses soldes de trésorerie de manière à retrancher 10,0 milliards de sa dette contractée sur les marchés à la fin de mai 2006, principalement en réduisant ses bons du Trésor. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment l'échéance périodique d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de mai se chiffraient à 10,8 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Mai		Avril à mai	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Revenus	17 365	18 268	35 253	37 225
Charges				
Charges de programmes	-14 060	-14 765	-27 714	-28 366
Frais de la dette publique	-2 893	-2 857	-5 671	-5 571
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	412	646	1 868	3 288
Opérations non budgétaires	2 779	3 380	-3 721	-472
Ressources ou besoins financiers	3 191	4 026	-1 853	2 816
Variation nette dans les activités de financement	3 758	2 224	-4 390	-9 988
Variation nette dans l'encaisse	6 949	6 250	-6 243	-7 172
Encaisse à la fin de la période			10 878	10 757

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Mai			Avril à mai		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 335	8 212	12,0	15 652	17 723	13,2
Impôt sur le revenu des sociétés	2 440	2 941	20,5	4 844	5 274	8,9
Autres impôts sur le revenu	340	336	-1,2	574	666	16,0
Total des impôts sur le revenu	10 115	11 489	13,6	21 070	23 663	12,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 093	2 693	-12,9	5 812	5 547	-4,6
Droits de douane à l'importation	273	223	-18,3	514	518	0,8
Taxes de vente et d'accise	807	723	-10,4	1 557	1 484	-4,7
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	29	31	6,9	62	66	6,5
Total des taxes et droits d'accise	4 202	3 670	-12,7	7 945	7 615	-4,2
Total des revenus fiscaux	14 317	15 159	5,9	29 015	31 278	7,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 707	1 581	-7,4	3 461	3 217	-7,0
Autres revenus	1 341	1 528	13,9	2 777	2 730	-1,7
Total des revenus budgétaires	17 365	18 268	5,2	35 253	37 225	5,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Mai			Avril à mai		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 396	2 506	4,6	4 798	5 012	4,5
Prestations d'assurance-emploi	1 366	1 052	-23,0	2 526	2 303	-8,8
Prestations fiscales pour enfants	772	798	3,4	1 547	1 608	3,9
Total	4 534	4 356	-3,9	8 871	8 923	0,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 583	1 678	6,0	3 167	3 357	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	685	708	3,4	1 371	1 417	3,4
Total	2 268	2 386	5,2	4 538	4 774	5,2
Transferts fiscaux	1 228	1 285	4,6	2 178	2 213	1,6
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	0	0	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-254	-268	5,5	-508	-537	5,7
Total	3 242	3 403	5,0	6 208	6 450	3,9
Subventions et autres transferts						
Agriculture	340	463	36,2	476	537	12,8
Affaires étrangères et commerce international	116	409	252,6	382	435	13,9
Santé	171	205	19,9	274	312	13,9
Développement des ressources humaines	206	295	43,2	323	389	20,4
Affaires indiennes et du Nord	296	316	6,8	970	974	0,4
Industrie et développement régional	88	72	-18,2	207	180	-13,0
Autres	274	284	3,6	762	801	5,1
Total	1 491	2 044	37,1	3 394	3 628	6,9
Total des paiements de transfert	9 267	9 803	5,8	18 473	19 001	2,9
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État et fondations						
Société Radio-Canada	75	115	53,3	280	330	17,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	219	190	-13,2	368	380	3,3
Autres	385	413	7,3	799	807	1,0
Total	679	718	5,7	1 447	1 517	4,8
Défense	1 068	1 119	4,8	1 884	2 153	14,3
Tous les autres ministères et organismes	3 046	3 125	2,6	5 910	5 695	-3,6
Total des autres charges de programmes	4 793	4 962	3,5	9 241	9 365	1,3
Total des charges de programmes	14 060	14 765	5,0	27 714	28 366	2,4
Frais de la dette publique	2 893	2 857	-1,2	5 671	5 571	-1,8
Total des charges budgétaires	16 953	17 622	3,9	33 385	33 937	1,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Mai		Avril à mai	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	412	646	1 868	3 288
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	8	37	116	12
Autres activités d'investissement	40	-35	-368	520
Comptes de pension et autres comptes	-253	-397	-821	-176
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	2 847	3 151	-3 920	-2 772
Opérations de change	-105	412	773	1 470
Amortissement des immobilisations corporelles	242	212	499	474
Total des autres activités	2 984	3 775	-2 648	-828
Total des opérations non budgétaires	2 779	3 380	-3 721	-472
Ressources ou besoins financiers nets	3 191	4 026	-1 853	2 816

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Mai		Avril à mai	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	3 191	4 026	-1 853	2 816
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 776	758	1 667	1 061
Bons du Trésor	1 200	2 800	-4 500	-7 700
Obligations d'épargne du Canada	-78	-43	-139	-126
Autres	0	-285	0	-345
Total	3 898	3 230	-2 972	-7 110
Emprunts en devises	-195	-948	-1 424	-2 776
Total	3 703	2 282	-4 396	-9 886
Réévaluation de swaps de devises	0	0	0	-2
Escomptes non amortis des émissions obligataires	55	-57	6	-85
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0	-1	0	-15
Variation nette dans les activités de financement	3 758	2 224	-4 390	-9 988
Variation dans l'encaisse	6 949	6 250	-6 243	-7 172

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour toute demande dexemplaire s supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Juillet 2006